

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE



Communauté d'universités et établissements de Toulouse (COMUE)
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6

Marché n°2025-046

**Maîtrise d'œuvre pour la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus
universitaire Toulouse - Rangueil**

*Procédure adaptée restreinte
En application des articles L 2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique*

**Règlement de la consultation
Phase candidature**

REGLEMENT D'APPEL PUBLIC A CANDIDATURE (RAPC)

Date limite de remise des plis : vendredi 27 juin 2025 à 12h00

Sommaire

1.	Objet de la consultation.....	3
2.	Nom et adresse officiels du maitre d'ouvrage :.....	3
3.	Mode de passation	4
4.	Contenu des prestations de maitrise d'œuvre	4
5.	Composition du dossier de candidature	5
5.1.	Documents fournis au candidat par l'acheteur public	5
5.2.	Composition des candidatures.....	5
5.3.	Composition du dossier de candidature à remettre par le candidat	6
6.	Modalité de remise des candidatures	8
6.1.	Interdictions de soumissionner	8
6.2.	Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) Erreur ! Signet non défini.	
6.3.	Candidature hors DUME	Erreur ! Signet non défini.
6.4.	Langue.....	9
6.5.	Modalités de remise	9
7.	Critères de choix de candidatures	9
7.1.	Critères objectifs de limitation du nombre de candidats	9
7.2.	Classement des candidatures	10
7.3.	Date limite de réception des candidatures	10
7.4.	Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir sa candidature	10
7.5.	Informations des candidats non admis	10
8.	Calendrier prévisionnel de la consultation	10
9.	Double envoi.....	11
10.	Copie de sauvegarde.....	11
11.	Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures	11
11.1.	Réglementation.....	11
11.2.	Poser une question relative au cahier des charges sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) / Module « poser une question »	12
11.3.	Dispositions relatives à la signature électronique.....	12
12.	Recours	13

1. Objet de la consultation

La présente consultation concerne un appel à candidature pour une mission de maîtrise d'œuvre pour la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus universitaire Toulouse – Rangueil. Cette mission comprendra :

- Une maîtrise d'œuvre de type « infrastructures » ;
- Une mission d'architecture au sens de la loi MOP ;
- Des missions complémentaires.

2. Nom et adresse officiels du maître d'ouvrage :

Comue de de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 Toulouse Cedex 6

Nom, prénom et qualité du signataire du marché :

Monsieur le président de la Comue de Toulouse, Michael Toplis

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à 62 du code de la commande publique :

Monsieur le Président de la Comue de Toulouse, Michael TOPLIS
marche@univ-toulouse.fr

Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire :

Madame l'agent comptable de l'Université de Toulouse, Cécile Fromion
Comue de Toulouse
41 allée Jules Guesde
CS 61321
31013 Toulouse Cedex 6
Tel : 0561149341

3. Qualification du maître d'ouvrage

La présentation consultation est passée par la Comue de Toulouse au bénéfice du Service de Gestion et d'Exploitation (SGE), service inter-établissements.

Au titre de l'article 3.2 de la convention constitutive du SGE ce dernier a notamment pour mission de fournir aux établissements moyennant refacturation tous les moyens de production, d'adduction, de transport de livraison, de branchement et de déversement jusqu'au point de livraison des réseaux de chauffage, électricité, air comprimé, gaz, eau potable, arrosage, eau industrielle et jusqu'au point de déversement collectif pour l'eau usée et l'eau pluviale.

Ces activités sont qualifiées d'activités de réseau au sens de l'article L1212-3 du code de la commande publique.

COMUE de Toulouse – Marché de Maîtrise d'œuvre pour la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus universitaire Toulouse – Rangueil

L'objet de la présente consultation porte sur la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus universitaire Toulouse – Rangueil soit sur une activité de réseau entrant dans le champ d'application de l'article précité.

Par conséquent, et par application de l'article L1212-1 du code de la commande publique la Comue de Toulouse intervient en qualité d'entité adjudicatrice.

Les règles applicables aux marchés passés par une entité adjudicatrice sont donc applicables à la présente consultation de maîtrise d'œuvre notamment au regard du seuil de procédure.

4. Mode de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée restreinte :

- au sens de l'article L 2123-1 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- et en application des articles R2123-1 et R2123-4, du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Nombre de candidats admis à l'issue de la phase candidature à déposer une offre lors de la phase offres : 3 candidats minimum (lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats).

5. Contenu des prestations de maîtrise d'œuvre

Le marché comprendra à minima les éléments de missions suivants :

Éléments de la mission témoin :

- Etudes d'avant-projet (AVP) et autorisations administratives
- Etudes de projet (PRO)
- Assistance pour la passation des marchés publics de travaux (AMT)
- Visa des études d'exécution (VISA)
- Direction de l'exécution des travaux (DET)
- Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement des ouvrages (AOR)

Missions complémentaires :

- Etudes préliminaires (EP)
- Etudes de diagnostic (DIAG)
- Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)
- Synthèse des études des entreprises (SYN)

Ces éléments sont définis dans les articles R2431-24 à R2431-31 du Code de la commande publique. Les missions définitives seront fixées dans la phase offre.

6. Composition du dossier de candidature

6.1. Documents fournis au candidat par l'acheteur public

- Le règlement de la consultation (1^{ère} phase : candidatures)
- Le « Tableau des capacités et références »
- Le programme technique de l'opération et ses annexes ;

Le dossier de consultation est remis gratuitement via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Pour information un dossier de consultation phase d'offre sera remis aux candidats retenus. Il contiendra notamment :

- Le règlement de la consultation phase offre et ses cadres de réponse ;
- Le cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- Le programme technique détaillé de l'opération ;
- Un dossier de site
- Un tableau fixant les taux de rémunération par élément de mission et par montant global
- L'acte d'engagement (ATTRI1).

Chaque candidat produit les mêmes documents que ceux exigés pour lui, concernant ses sous-traitants ou toute autre personne sur les capacités de laquelle il entend s'appuyer.

Le candidat produit en outre soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants ou de la personne sur les capacités de laquelle il entend s'appuyer. Les références et capacités d'un opérateur économique ne pourront être prises en considération dans le cadre de l'analyse des candidatures sans la présence de ces documents.

6.2. Composition des candidatures

Les candidats pourront se présenter seuls ou sous la forme d'un groupement.

L'exclusivité est requise pour l'ensemble des prestataires : les candidats ne pourront se présenter comme candidats individuels et membres d'un groupement ou bien être membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement, le mandataire solidaire sera obligatoirement le bureau d'études détenant les compétences « Réseau de chaleur ». L'architecte devra être obligatoirement co-traitant, il ne pourra pas être sous-traitant (Article 37 du Code de déontologie des architectes et article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Le mandataire sera l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage. Il sera garant de la bonne coordination des différents intervenants, de la qualité et de la cohérence des productions.

La forme du groupement n'est pas imposée, toutefois il est souhaitable qu'il s'agisse d'un groupement conjoint.

En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature hors DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un formulaire DC1 et un formulaire DC2 qui lui est propre suivant les dispositions détaillées ci-dessous.

Comme pour les cotraitants, les candidats devront produire pour les sous-traitants les mêmes documents que ceux exigés pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Par ailleurs, les candidats concernés produiront un engagement écrit justifiant qu'ils disposent des capacités de ces prestataires pour l'exécution de l'accord-cadre.

6.3. Composition du dossier de candidature à remettre par le candidat

Le groupement candidat devra réunir à minima les compétences et capacités professionnelles adaptées aux spécificités de l'opération et en particulier dans les domaines suivants :

	Type de compétence	Type de qualifications
1	Techniques : un bureau d'études techniques TCE ou des BET spécialisés disposant des compétences suivantes : réseaux de chaleur, réseaux sous pression (eau surchauffée), structure, CVC-plomberie, électricité CFO/CFA, supervision/GTC	OPQIBI : 1811 – Maîtrise d'œuvre de voirie et réseaux divers courants 1105 – Etude du génie civil de réseaux enterrés 1319 – Etude de réseaux de transport de chaleur et de froid ou références et compétences équivalentes.
2	Ordonnancement Planification Coordination	OPQIBI – 0301 Planification – coordination d'exécution courante ou références équivalentes.
3	Architecture, aménagement urbain et paysager.	Références d'opérations d'ampleur et de complexité similaire.

Important - Pour justifier de ses capacités et de ses aptitudes, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Le candidat, dans ce cas, apporte la preuve qu'il disposera de ces moyens pendant toute l'exécution du marché. La candidature doit comporter pour ces opérateurs économiques les mêmes informations que celles exigées pour le candidat.

Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat :

Le candidat transmettra deux notices, contenant les éléments suivants (pour chaque membre du groupement) :

Notice n°1 : présentation de la candidature du candidat et du groupement :

- Présentation de chaque membre du groupement en intégrant les documents suivants :
 - Preuve d'une assurance pour les risques professionnel le cas échéant.

COMUE de Toulouse – Marché de Maîtrise d'œuvre pour la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus universitaire Toulouse – Rangueil

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> ou équivalent, dûment rempli, et daté.
Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement le mandataire devant apparaître explicitement ;
- Formulaire DC2 indiquant la déclaration du chiffre d'affaires du candidat, en précisant la part correspondant au domaine d'activité faisant l'objet de l'opération, portant au maximum sur les cinq, et au minimum sur les trois derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Cette information sera inscrite sur le formulaire DC2.
- L'attestation d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (le cas échéant), ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat. Pour les sociétés en formation, ces éléments pourront être remplacés par un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. Pour l'architecte, il sera transmis une copie de l'inscription à l'ordre des architectes (ou équivalent pour les candidats non établis en France). Les candidats non établis en France devront fournir les attestations portant règles d'effet équivalent.

Cette notice sera examinée en application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique. Si le maître de l'ouvrage constate que des pièces, ou des informations, dont la production est réclamée ci-dessus, sont absentes ou incomplètes, il peut demander au candidat concerné de compléter sa notice dans un délai qui est précisé dans la demande de complément.

Le candidat sera éliminé si la notice n°1 est incomplète ou demeure incomplète à la suite d'une demande de compléments.

Notice n°2 : présentation des compétences du candidat et du groupement :

Cette notice servira essentiellement à la notation des candidatures selon le barème explicité ci-après.

- Par compétence requise et listée ci-dessus, la liste des références les plus pertinentes, réalisées ou en cours de réalisation au cours des cinq dernières années, indiquant notamment le montant de l'opération globale, la part concernant les sujets réseaux de chaleur, la date et le destinataire public ou privé, selon le modèle joint en annexe 1 au présent règlement. Les prestations de services seront prouvées par des attestations ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Cette liste est limitée à 5 références ; toute référence supplémentaire ne sera pas prise en compte, il sera pris en compte les références dans l'ordre de leur présentation et pour lesquelles le candidat a été attributaire et titulaire du marché. **Les références communes à plusieurs membres du groupement devront être mises en avant. Cette liste sera à compléter dans le document intitulé « Tableau des capacités et références » transmis avec le présent RC.**
- Déclaration et présentation des effectifs moyens annuels du candidat, en précisant le personnel d'encadrement, pendant les trois dernières années, dans le domaine concerné.

- Présentation de l'organisation envisagée (via un organigramme au minimum) de l'équipe qui sera allouée au projet. L'organisation devra présenter et prendre en compte la méthodologie de transmission de l'information entre les phases et les acteurs de l'opération, ainsi qu'en cas de changements dans l'équipe.
- Indication des noms, références personnelles et qualifications professionnelles des personnes qui formeront l'équipe allouée au projet, suivant la présentation ci-dessus, par compétence avec preuve des qualifications, notamment de l'inscription à l'ordre des architectes pour le ou les architectes du groupement. Les candidats transmettront le cas échéant - pour chaque compétence - les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (notamment les attestations de qualification RGE et OPQIBI ou équivalent). Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses compétences par tout autre moyen considéré comme approprié.

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent utiliser le formulaire DUME, en remplacement des formulaires DC1, DC2 indiqués pour la notice 1. Concernant la notice 2 le candidat peut choisir de compléter le DUME (ou le DC2 pour les éléments demandés) et devra le cas échéant fournir l'ensemble des justificatifs demandés par la notice en annexes dont le tableau des capacités et références.

Dans le cas du DUME, les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) du formulaire DUME sont à renseigner.

Pour cette dernière section, le candidat n'est autorisé à remplir la partie A : « indication globale pour tous les critères de sélection » en application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique. Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>.

7. Modalité de remise des candidatures

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Cette identification présente cependant l'avantage pour les soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées.

À défaut d'identification, il appartiendra aux candidats de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées.

Pour les soumissionnaires souhaitant s'identifier sur le portail, ils devront créer un compte via le menu « Créer un compte » pour obtenir un couple identifiant/mot de passe.

7.1. Interdictions de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L 2141-1 et suivants du code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur. En cas d'interdiction de soumissionner de plein droit, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance :

- a) Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.
- b) Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

7.2. Langue

Les candidatures des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Dans le cas où un candidat remettrait des documents techniques (ou autres) pour étayer ou expliciter sa candidature, ceux-ci devraient également être rédigés en langue française.

7.3. Modalités de remise

Les candidatures ne peuvent être transmises que par voie dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Le manuel d'utilisation du candidat (Guide Entreprise) est disponible dans le dossier de consultation des entreprises. Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

La liste des formats de documents acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions :zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, ., mpp), Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png),
- Applications de production des pièces graphiques de type plans (dwg) ou maquette 3D (IFC)
- Internet : (exemple d'extension : .htm).

Nota : Les fichiers .pdf fournis ne doivent pas être des scans et doivent autoriser des recherches informatiques de texte dans le fichier (format vectoriel).

Tout fichier constitutif de la candidature sera traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatique, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le candidat : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml. Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macro-commandes.

8. Critères de choix de candidatures

8.1. Critères objectifs de limitation du nombre de candidats

COMUE de Toulouse – Marché de Maîtrise d'œuvre pour la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus universitaire Toulouse – Rangueil

Nombre minimum envisagé : en application des articles R.2142-15 et 17 du Code de la commande publique, le nombre minimum de candidats admis à présenter une offre est de 3 (trois). A défaut, la consultation pourra se poursuivre avec un nombre de candidats inférieur aux nombre indiqué en application de l'article R.2142-18 du code de la commande publique.

8.2. Classement des candidatures

En application de l'article R.2142-16 du Code de la commande publique, les candidats admis seront sélectionnés selon les critères objectifs et non-discriminatoires suivants, avec la pondération ci-dessous, et suivant les informations transmises dans la notice n°2 :

- L'expérience de l'opérateur économique dans le domaine considéré sera **notée sur 50 points**. Elle sera appréciée sur la base des réalisations présentées dans l'annexe au présent RC, elle fera apparaître notamment les expériences en réseaux de chaleur haute et basse températures, infrastructure, sous-stations, sur des opérations d'importance, de montage ou de complexité équivalentes ;
- L'organisation de l'entité candidate sera **notée sur 30 points**. Elle sera appréciée en fonction l'organisation présentée dans la notice n°2, de la présence et des missions du (des) chef(s) de projet, et d'(es) interlocuteur(s) de la maîtrise d'ouvrage identifié(s) pendant toute la durée de l'opération, le cas échéant avec transmission en cas de changement approuvé de chef de projet, ainsi que l'intervention des spécialistes qualifiés.
- La déclaration des moyens sera **notée sur 20 points**. Elle sera appréciée sur la base des effectifs mais également des titres d'études et professionnels, des références de l'ensemble du personnel identifié pour ce projet : chefs de projets envisagés au regard d'autres projets de même nature que celle du marché ; certificats de qualification professionnelle ou équivalents. Le candidat pourra également mettre en avant les moyens généraux et matériels dont il dispose pour cette opération.

8.3. Date limite de réception des candidatures

Vendredi 27 juin à 12h00

8.4. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir sa candidature

90 jours à compter de la date limite de réception des candidatures.

8.5. Informations des candidats non admis

Les candidats qui ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure sont informés du rejet de leur candidature par courrier motivé.

Les candidats sélectionnés se verront remettre une invitation à remettre une offre via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr.

9. Calendrier prévisionnel de la consultation

COMUE de Toulouse – Marché de Maîtrise d'œuvre pour la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus universitaire Toulouse – Rangueil

RC - Marché 2025-046 – Phase candidature

Réception des candidatures	27 juin 2025
Envoi des invitations à soumissionner phases offres	Fin août 2025
Réception des offres	Mi-septembre 2025
Attribution du marché	Octobre 2025
Début de l'exécution du marché	Novembre 2025

10. Double envoi

Conformément à l'article R 2151-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique « le soumissionnaire transmet sa candidature en une seule fois. Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même soumissionnaire, **seule est ouverte la dernière candidature reçue par l'acheteur** dans le délai fixé pour la remise des candidatures ».

11. Copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (annexe 6 du code de la commande publique).

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

COMUE de Toulouse
Service des Affaires Juridiques et Institutionnelles (SAJI)
Pôle Marchés publics – 2ème étage- Bureau 225
41 Allées Jules Guesde- CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6

Le candidat peut également déposer une copie de sauvegarde électronique sous réserve de respecter strictement les exigences prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique) : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038318542>).

12. Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures

12.1. Réglementation

COMUE de Toulouse – Marché de Maîtrise d'œuvre pour la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus universitaire Toulouse – Rangueil

RC - Marché 2025-046 – Phase candidature

La présente consultation est passée en application des articles R 2132-1 à R 2132-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Dématérialisation des marchés publics :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/publication-trois-arretes-relatifs-a-dematerialisation-au-sein-commande-publique>

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR : ECOM1817537A) relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR : ECOM1800783A) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde-

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR : ECOM1817546A) modifiant l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique

12.2. Poser une question relative au cahier des charges sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) / Module « poser une question »

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions (d'ordre administratif et technique) à la personne publique jusqu'à **5 jours ouvrés** précédant la date limite de réception des candidatures.

Ils le feront **obligatoirement par la voie électronique via l'application sur le site Module « Poser une Question »** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (250 caractères maximum).

Une réponse aux questions posées sera apportée via le profil acheteur au plus tard dans les 3 jours ouvrés avant la date de réception des candidatures, dans le cas où le soumissionnaire a posé sa question dans les conditions et le délai fixé ci-dessus.

Les questions posées sont automatiquement enregistrées, un message de confirmation indiquant que la question a bien été posée sera envoyé à la Société qui a déposé la demande et sera ensuite transmise à la COMUE qui la traite selon la procédure qu'elle a définie.

12.3. Dispositions relatives à la signature électronique

La signature électronique n'est pas obligatoire.

En cas de signature électronique :

Chaque document doit être signé par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique, en cours de validité à la date de signature du document par le candidat, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Une signature scannée ne constitue pas une signature électronique.

La signature d'un fichier compressé (ZIP) ou d'un fichier comportant plusieurs documents, ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Les certificats de signature utilisés pour signer électroniquement doivent être conformes au référentiel général de sécurité (RGS) ou équivalent.

Pour plus d'informations : <https://www.economie.gouv.fr/daj/referentiel-general-securite-rgs-certificats-signature-electronique-marches-publics>

COMUE de Toulouse – Marché de Maîtrise d'œuvre pour la réfection de la branche « Aéro » du réseau de chaleur du campus universitaire Toulouse – Rangueil

RC - Marché 2025-046 – Phase candidature

13. Recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07
Tél : 05.62.73.57.57
Télécopie : 05.62.73.57.40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies et délais de recours sont les suivants :

- Référé précontractuel prévu aux art. L.551-1 à -12 du Code de justice administrative pouvant être exercé avant la signature du contrat. La signature du contrat ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai de 11 jours à compter de la notification de rejet des candidatures.
- Référé contractuel prévu aux art. L.551-13 à -23 dudit Code pouvant être exercé dans les délais prévus à l'art. R.551-7 dudit Code.
- Recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat pouvant être exercé dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa conclusion.
- Référé « secret des affaires » prévu à l'article R557-3 du Code de justice administrative.